

**RAPPORT N° 2023/6-07  
au Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 02 novembre 2023**

**OBJET :**

**MARCHE DE COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES DE LA CINOR - AUTORISATION DE  
SIGNER L'AVENANT N°2 AU MARCHE 18-196 POUR LE LOT 3**

**Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 25 « Encourager l'implication citoyenne à la réduction des déchets » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR-**

La CINOR, ayant compétence en matière de gestion des déchets ménagers, dispose d'un marché de prestations de service pour réaliser la collecte en porte à porte des déchets ménagers et assimilés sur son territoire.

Ce marché N° 18/196 est alloté comme suit :

- ✓ Lot 1 : Collecte en porte à porte des ordures ménagères, des biodéchets et des recyclables de Saint Denis, notifié le 30/01/2019 avec NICOLLIN Réunion avec un démarrage le 1<sup>er</sup> octobre 2019 - pour une durée de 10 ans, est à prix forfaitaire et unitaires fixées au Bordereau des prix unitaires et forfaitaires.
- ✓ Lot 2 : Collecte en porte à porte des ordures ménagères et des recyclables de Sainte Marie et Sainte Suzanne Denis notifié le 15/07/2019 avec SUEZ REUNION, démarrage le 1<sup>er</sup> mars 2020 - pour une durée de 6 ans, le montant est de 16 406 408.70 € HT.
- ✓ Lot 3 : Collecte en porte à porte des encombrants et des déchets végétaux de la CINOR, notifié le 30/01/2019 avec NICOLLIN Réunion et un démarrage le 1<sup>er</sup> octobre 2019 - pour une durée de 10 ans. Le marché est à prix forfaitaire et unitaires fixées au Bordereau des prix unitaires et forfaitaires. Le montant est de 34 412 370.08 € HT

Le Bureau communautaire en date du 08 avril 2022 a acté l'avenant n° 1 visant à intégrer des nouveaux prix unitaires pour la collecte des encombrants et de déchets verts afin de faire face à des circonstances imprévisibles et extérieures : en période post-cyclonique ou lors d'un événement climatique important ou crise sanitaire, crise sanitaire du type dengue, des situations sanitaires nécessitant soit un travail en dehors des heures régulières de collecte.

Par ailleurs, en raison de la forte densité urbaine et du nombre important d'habitats collectifs de certains quartiers du territoire de la CINOR, une 2<sup>ème</sup> collecte mensuelle des encombrants est préconisée sur les secteurs (cf. annexe 1 : cartes de délimitation des secteurs) préalablement validés par les communes membres qui sont :

- Pour Saint Denis : Chaudron, Ste Clotilde, Camélias, Source, Moufia, Champ Fleuri ;
- Pour Sainte Marie : Le Verger, La Réserve ;
- Pour Sainte Suzanne : Centre-ville, Village Desprez.

Conformément à l'article R2194-7 du code de la commande publique, le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

Notons qu'une modification est qualifiée de substantielle, notamment, lorsque au moins une des conditions suivantes est remplie

1° Elle introduit des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue.

Cette condition n'est pas remplie, en effet, la nature de prestations est identiques au marché initial : il y a qu'un ajout d'un faible volume sur les encombrants et une augmentation fréquence sur certains secteurs

2° Elle modifie l'équilibre économique du marché en faveur du titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial ;

Cette condition n'est pas remplie puisque le rajout de volume de prestations de natures identiques sur certains secteurs géographiques représentant uniquement un surcoût de +3,2 %.

3° Elle modifie considérablement l'objet du marché

Cette condition n'est pas remplie puisque l'objet du marché est inchangé.

4° Elle a pour effet de remplacer le titulaire initial par un nouveau titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R. 2194-6.

Cette condition n'est pas remplie puisque le titulaire du marché est inchangé

De plus, dans son arrêt [du 11 juillet 2008, n° 312354, Ville de PARIS c/ société Clear Channel France](#), le Conseil d'Etat a déjà jugé que l'extension du périmètre d'un marché, susceptible d'entraîner un surcoût par rapport au prix initial du marché de 8 %, n'a pas pour effet de bouleverser l'économie du marché initial, ni de changer l'objet du marché, et ne saurait, par suite, constituer un marché nouveau, distinct du contrat initial

Aussi, il convient de modifier par avenant le marché 18-196 lot 3 afin d'intégrer un nouveau prix forfaitaire mensuel pour prendre en compte l'instauration de cette 2<sup>ème</sup> collecte des encombrants au calendrier de collecte régulière à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et ce par périodes (ou tranches) d'exécution de 12 mois maximum, et ce jusqu'à la fin du marché, soit le 30 septembre 2029 pour les secteurs listés ci dessus.

En l'absence de notification expresse d'un ordre de service au titulaire, la période (ou tranche) d'exécution considérée ne pourra pas être exécutée et payée. L'absence d'exécution d'une ou plusieurs périodes (ou tranches) d'exécution ne pourra donner lieu à aucun versement d'indemnité au titulaire.

Il convient également de financer les dépenses liées à l'exécution de ces prestations sur la durée restante du marché.

Le prix suivant, établi mensuellement, rémunère la prestation d'une collecte mensuelle supplémentaire d'encombrants sur des secteurs prédéfinis.

N° de prix	PRESTATIONS	UNITE	Montant mensuel HT	Nombre de mois restant à compter du 01/01/2024	PRIX Total HT
12	2ème Collecte mensuelle en porte à porte des encombrants sur secteurs prédéfinis	Euros	16 083.33 €	70	1 125 833.10 €

Le montant supplémentaire lié au présent avenant s'élève à 1 125 833.10 € HT

**Le montant global du marché est donc porté à 36 907 763.18 €HT (Hors révision des prix) : prix initial du marché = 34 412 370.08 € HT + montant avenant n°1 1 369 560 € HT + montant avenant n°2 1 125 833.10 HT. Ainsi, la prise en compte de cet avenant n° 2 induit une augmentation totale de 7.01 % par rapport au montant initial du contrat.**

Cet avenant a été présenté à la commission d'appel d'offres, en séance du 31 octobre 2023 qui a émis un avis un avis favorable à sa passation.

Les dépenses correspondantes seront imputées au budget principal de la CINOR en section de fonctionnement. Toutes les autres clauses du marché non modifiées par le présent avenant n°2 demeurent applicables et inchangées.

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- Approuver l'avenant n° 2 au marché 18-196 de collecte en porte à porte des déchets ménagers et assimilés sur son territoire- Lot 3 : Collecte en porte à porte des encombrants et des déchets végétaux de la CINOR, passé avec la société NICOLLIN REUNION pour un montant supplémentaire de 1 125 833.10 € HT, portant ainsi le montant total du marché à 36 907 763.18 €HT. Le présent avenant prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et sera exécutée par périodes (ou tranches) d'exécution de 12 mois maximum, et ce jusqu'à la fin du marché, soit le 30 septembre 2029.

- Autoriser Le Président à signer l'avenant N°2 au marché 18-196 de collecte en porte à porte des déchets ménagers et assimilés sur son territoire pour le Lot 3 : Collecte en porte à porte des encombrants et des déchets végétaux de la CINOR, modifiant les montants prévisionnels du lot 3 tel que précisé ci-dessus, avec la société NICOLLIN REUNION.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président**  
**Maurice GIRONCEL**

**DECISION N° 2023/6-07  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 02 novembre 2023**

**OBJET : MARCHÉ DE COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES DE LA CINOR -  
AUTORISATION DE SIGNER L'AVENANT N°2 AU MARCHÉ 18-196 POUR LE LOT 3**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article» (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liées aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Vu l'avis de la Commission d'Appels d'offres ;

Sur le RAPPORT n° 2023/6-07 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver l'avenant n° 2 au marché 18-196 de collecte en porte à porte des déchets ménagers et assimilés sur son territoire-

Lot 3 : Collecte en porte à porte des encombrants et des déchets végétaux de la CINOR, passé avec la société NICOLLIN REUNION (marché 18-196 lot 3) pour un montant supplémentaire de 1 125 833.10 € HT, portant ainsi le montant total du marché à 36 907 763.18 €HT

Le présent avenant prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et sera exécutée par périodes (ou tranches) d'exécution de 12 mois maximum, et ce jusqu'à la fin du marché, soit le 30 septembre 2029.

**ARTICLE 2**

D'autoriser Le Président à signer l'avenant N°2 au marché 18-196 de collecte en porte à porte des déchets ménagers et assimilés sur son territoire pour le Lot 3 : Collecte en porte à porte des encombrants et des déchets végétaux de la CINOR, intégrant les montants prévisionnels du lot 3 tel que précisé ci-dessus, avec la société NICOLLIN REUNION.

Nombre de votants : 14 Suffrages exprimés : 14 Vote pour : 14 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

---

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**